

UN AN DÉJÀ!

## La France souffre de Sarkozy

**A**u fil des semaines et des mois l'enthousiasme et les illusions s'évanouissent.

Avant mai 68, la France s'ennuyait. En mai 2008, elle s'inquiète et se demande jusqu'où l'emportera ce Président de la rupture. Un sentiment d'insécurité générale s'installe. Non pas, cette fois, à cause de la flambée de violence dans les banlieues, mais à cause de l'action même de notre hyper Président. Ne serait-il pas en train de détruire la République ?

Depuis 1945, après l'épreuve commune de la guerre, les deux camps ennemis qu'étaient le Gaullisme et le Parti Communiste Français avaient su s'unir pour construire la Libération et la République, avec les nationalisations, la création de la Sécurité Sociale, les retraites, les statuts, le droit du travail, l'école démocratique.

L'arrivée de Sarkozy est une rupture totale par l'affirmation que cette époque est révolue et que l'Etat n'a plus à s'occuper du social. Sarkozy revient donc sur le pacte de la Libération et de la République qui faisait consensus dans notre pays en déclarant que la France est bloquée, rétro, incapable de s'adapter à la compétition mondialisée. Il faut donc casser les bases de son système social. Et si l'on examine les solutions proposées aux chantiers ouverts durant cette première année de mandat, elles vont toutes dans le même sens : elles sont antisociales, anti-laïques et antirépublicaines :

> La loi TEPA combine la détaxation des heures supplémentaires au nom du

"travailler plus pour gagner plus" (slogan qui, hélas, a rallié à la cause sarkozyste une partie de l'électorat populaire trompé) à des baisses d'impôts pour les plus riches. Bilan : 14 à 15 milliards d'euros en moins dans les caisses de l'Etat et un échec total sur la promesse d'augmentation du pouvoir d'achat.

> L'instauration des franchises médicales contribue à appauvrir encore les plus faibles, mettant en cause l'égalité des citoyens face à la maladie.

> Le projet de porter à 41 le nombre d'années de cotisation pour bénéficier d'une retraite à taux plein a pour véritable objectif la diminution du niveau général des retraites et le développement, à terme, des fonds de pension à l'américaine.

> Les discours de Rome, Ryad et Paris sur "la laïcité positive", la suprématie du Curé sur l'Instituteur ont suscité des inquiétudes quant aux intentions du Président de réformer la loi de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

> L'instauration des peines planchers et de rétention de sûreté témoigne du seul côté répressif et d'une vision de la justice, de la société et de l'individu en totale contradiction avec les fondements humanistes et républicains de notre société.

> Le traitement réservé aux immigrés sans papiers est indigne du pays des Droits de l'Homme. Qui aurait pu imaginer qu'en France, des gens arrivent à se défenestrer par peur de la police ? Cela rappelle une bien triste période de notre histoire. Ne sommes-nous pas en train de



glisser vers un nouveau pétainisme ? Est-ce cela la "politique de civilisation" ?

> Enfin l'alignement de notre politique étrangère sur celle de M. Bush signe la mort de notre indépendance et d'une certaine idée que le Général de Gaulle se faisait de la France.

Mais, chers concitoyens, vous n'avez vu que le début du film. Un tour de vis sans précédent est prévu en 2009 sur les dépenses publiques (5 milliards d'économies nettes sur l'Etat, autant sur la Sécurité sociale). Ce tour de vis ne pourra que peser sur la croissance et, bien entendu, sur le pouvoir d'achat des ménages...

(suite page 2)

**CONFÉRENCE DÉBAT ORGANISÉE PAR LE CERCLE PROGRESSISTE CARNUSSIEN**

**Vie longue et travail court ou la crise de la question sociale**

*35 heures, travaillez plus pour... vacances, mobilité, retraite, divorce, étalement urbain, développement durable, créativité, productivité, fécondité.*

par **Jean VIARD**, sociologue, directeur de recherche au Centre d'études de la vie politique française (CEVIPOF, centre de recherches politiques de Sciences Po)

**vendredi 27 juin à 18h30, salle Tony Garnier, rue T. Gautier, derrière la Mairie (Carnoux)**

# L'école en danger

Le gouvernement vient d'élaborer dans la précipitation un projet de nouveaux programmes pour l'école primaire et a sollicité l'avis des enseignants, dans un simulacre de concertation qui a eu lieu un vendredi après-midi et a obligé les familles à s'organiser pour garder leurs enfants (ce jour là, le gouvernement n'a d'ailleurs pas jugé utile d'organiser un service minimum...). Le projet était déjà finalisé et l'esprit du texte, fondement même des inquiétudes de beaucoup, n'a pas été revu malgré les très nombreuses critiques formulées de manière assez unanime par 19 organisations professionnelles de l'éducation. Un grand nombre d'enseignants et de chercheurs spécialisés dans le domaine de l'éducation partagent ces inquiétudes.

Des programmes conçus en dépit des résultats des recherches des professionnels en sciences de l'éducation et en sociologie...

La loi d'orientation de 1989 avait placé l'élève au centre des apprentissages, pour intégrer le fait que chaque enfant apprend de façon différente, à un rythme propre et que la motivation de l'élève est un moteur essentiel dans l'apprentissage. L'objectif premier de l'Éducation nationale étant la réussite de chaque élève, c'est à l'Institution et à l'enseignant de s'adapter et de trouver les chemins pertinents pour faciliter l'apprentissage de chacun et non aux élèves de se couler dans un moule inadapté.

Or les nouveaux programmes remettent largement en cause ce principe en partant du

## **(suite de la première page)**

Face à cette crise globale ; crise financière, crise énergétique, crise de l'alimentation, crise écologique, la Gauche française doit se mettre au travail d'urgence pour proposer une véritable alternative politique. Pour cela, elle doit méditer sur l'échec cuisant des sociaux-libéraux en Italie et au Royaume Uni. La situation économique et sociale de notre pays demande une vraie réponse qui doit être autre chose qu'une alternance entre les néolibéraux de droite et les sociaux libéraux de gauche... Sinon, un de ces jours, le petit peuple qui n'en peut plus pourrait bien se révolter !!

A Bx



postulat que c'est à l'élève de s'adapter à l'enseignement et que ce dernier consiste en priorité à acquérir des automatismes par la mémorisation et l'entraînement.

## **Apprend-on dans le seul but de rapporter une bonne note à la maison ou, plus largement, pour mieux comprendre le monde qui nous entoure et pouvoir s'y développer de façon responsable et autonome ?**

En tant qu'enseignant, on se rend compte trop souvent que les élèves, parfois dès le cours élémentaire, travaillent uniquement dans l'objectif de la note, le plus souvent sous la pression plus ou moins consciente de la famille. Les programmes de 2002 avaient mis en avant l'importance du sens dans l'apprentissage : il ne suffit pas de répondre juste mais d'abord de comprendre ce que l'on fait, parce que cela fait partie intégrante de la maîtrise d'un savoir, renforce la motivation, facilite la découverte de la notion suivante et accroît la capacité à utiliser ce que l'on a appris dans des situations différentes. Cela ne veut pas dire que les élèves ne sont plus conduits à mémoriser des savoirs et à s'entraîner de façon régulière.

## **Des programmes adaptés à une catégorie d'élèves, donc discriminatoires**

Les nouveaux programmes quant à eux sont centrés sur une multiplication des exercices mécaniques et automatiques et non plus sur la construction du sens. Les élèves suivis à la maison - écoutant des histoires, encouragés à lire, écrire, compter tout en s'amusant - tireront vraisemblablement bénéfice d'un tel cadre car ils ont d'autres occasions d'exercer leur esprit de découverte et d'initiative. Mais la réalité montre que ce n'est pas le vécu de tous, loin de là, et que cette nouvelle approche se fera nécessairement au détriment de ceux qui sont

rarement confrontés à cette stimulation intellectuelle en dehors du cadre scolaire.

Les nouveaux programmes ne prennent pas assez en compte la réalité sociale de notre pays et sont en cela très discriminatoires. Ils vont à l'encontre d'un des objectifs pourtant encore affiché par l'Institution : la réussite de tous les élèves, quelle que soit leur origine sociale. Il y aurait pourtant beaucoup à faire en s'inspirant de toute l'expérience accumulée dans ce domaine, à condition de penser avant tout à l'élève et à sa réussite.

## **Que pense le Ministre du travail actuel des enseignants ?**

Au travers de ce nouveau texte, de nombreux enseignants ont ressenti un certain mépris pour leur travail quotidien. Prenons l'exemple de l'éducation à la citoyenneté. Totalement transformée, sous le terme d'instruction civique, elle met en réalité l'accent sur la morale et la discipline. Or l'enseignement de la citoyenneté pratiqué tous les jours dans les classes va bien au-delà car il vise aussi à développer l'esprit critique et l'écoute de l'autre. Le but de l'école n'est pas de former des moutons dociles mais des citoyens conscients et responsables de leurs actes, capables de respecter les règles de la vie en société mais aussi d'exprimer une opposition de façon construite et dans le respect de l'autre.

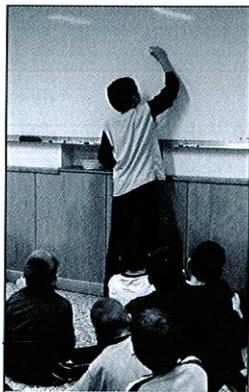
Or les nouveaux programmes mettent l'accent sur la nécessité d'enseigner en priorité le respect et la morale, sous-entendant ainsi que les enfants manquent aujourd'hui de respect vis-à-vis des adultes qui les entourent et de leurs camarades. Mais l'école n'est pas responsable de cet état de fait et il est douteux qu'elle soit capable d'y remédier à elle seule. Les élèves ne vivent pas seulement à l'école mais aussi au contact d'une famille et d'une société environnante dans laquelle ils apprennent peu à peu à trouver leur place, à communiquer et à agir.

E. SV

# Préservons une éducation pour tous !

## Des horaires incohérents : comment faire plus en moins de temps ?

La semaine sera désormais ramenée à 24 heures (auxquelles s'ajouteront, pour certains élèves en difficulté, 2 heures supplémentaires, selon des modalités qui restent encore à définir). Pourtant, les contenus ne sont en rien allégés. Ils sont même alourdis pour l'ensemble des disciplines, avec une augmentation significative des contenus et des horaires en mathématiques et en français et le maintien d'un contenu conséquent dans les autres disciplines.



## Une appréhension de la difficulté scolaire très inquiétante

Le Ministère élabore des programmes élitistes, refuse d'entendre la demande des enseignants de réduire le nombre d'élèves par classe. Il impose comme solution la réalisation, pendant le temps scolaire et pendant les vacances, d'heures supplémentaires pour les élèves "en difficulté". Mais est-ce bien en passant plus de temps que les autres dans l'école que ces élèves réussiront mieux ? Est-ce que la nature des difficultés rencontrées par ces élèves a bien été analysée ? Se donne-t-on les moyens de construire des réponses adaptées ?

Aujourd'hui, les enseignants manifestent contre les suppressions de postes dans les établissements scolaires. Ils ne le font pas pour défendre leurs propres intérêts et sacrifient d'ailleurs une partie de leur salaire dans ce type d'action. S'ils expriment ainsi leur mécontentement, c'est en pensant avant tout aux enfants, car en tant que professionnels responsables, ils ont un objectif, celui de faire réussir chaque élève de leur classe. Limiter le nombre d'élèves par classe, comme c'est le cas dans d'autres pays européens, permettrait sans doute de mieux accompagner les élèves.

Va-t-on répondre à la souffrance de certains élèves (car derrière l'absentéisme et le comportement d'un enfant de 10 ans qui perturbe le groupe se cache d'abord de la souffrance) en leur imposant un retour à l'école pour les " remettre à niveau " ? Est-ce vraiment pour faire réussir ces élèves ou plutôt pour répondre aux revendications salariales des enseignants que ces stages, financés par des heures supplémentaires versées aux enseignants volontaires, ont été mis en place ? Derrière une telle proposition se cache un manque de réflexion sur les questions réelles, beaucoup de précipitation, une absence de concertation et des objectifs douteux. Pourtant les professionnels de l'éducation ont des propositions...

E. SV

## Tu vas voir ta gueule à la sortie !

*Je me souviens de ces récréations d'antan où nous passions le temps entre les billes et les filles, toujours en concurrence, pour une bille en terre ou une fille à couettes, bagarreurs, revanchards, nous tenions notre place, garçons hâbleurs mais pas méchants. Parfois, une dispute plus importante nous laissait fâchés pour plusieurs jours, voire quelques semaines. Des fois c'était plus grave et la menace fusait : tu vas voir ta gueule à la sortie ! Bien souvent, le soir venu, tout le monde avait oublié... jusqu'à la prochaine fois. C'était il y a longtemps, nous n'étions que des gosses en plein apprentissage du monde et des rapports humains.*

*Je croyais bien ce temps là révolu à jamais, enfoui au fond de mes souvenirs de gosse : tu vas voir ta gueule à la sortie, provocations de mômes, jeux de mômes.*

*Et bien non, il existe encore un petit coin de France où les grands ont leur cour de récré avec ses codes et ses embrouilles, ses disputes et ses menaces. Il y a les bandes, les espaces réservés, les luttes de pouvoir. Et puis le caïd de la cour, celui qui commande tout et tout le monde, celui qui ne supporte pas que quelqu'un le contredise. Et celui-là, faut pas lui chercher des poux sinon fais gaffe à toi ! Ses copains l'ont élu chef de la récré alors son pouvoir est légitime. Sa cour de récré à lui, c'est sa ville. Et si tu n'es pas dans son camp, tu n'as pas le droit à la parole.*

*Provocations de mômes, jeux de mômes, cour de récré ? Il serait temps que l'on grandisse, non ? Les carnussiens attendent de leurs élus sérieux et mûrs, réflexions et coopérations. Nous, nous sommes prêts à travailler avec tout le monde... tout en gardant notre liberté de parole.*

Laurent Mauneau

## Conférences du Cercle Retour sur les transports

La conférence organisée le 22 septembre dernier avait pour titre "Transports collectifs et déplacements, que faire pour Carnoux ?". Trois personnalités compétentes ont répondu aux nombreuses questions posées par la quarantaine de Carnussiens venus assister aux débats : Mario Fabre (directeur des transports et déplacements du pays d'Aubagne et de l'Etoile), Jean Fouquoire (expert en transport collectif, issu de l'Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise) et Pierre Reboud (directeur de la Régie départementale des Transports).

La rencontre a notamment permis d'évoquer l'organisation des transports collectifs dans l'agglomération, sur la base d'un travail de synthèse préparé par les membres du Cercle. L'augmentation inexorable du coût des carburants et des péages d'autoroutes, l'engorgement des grands axes routiers, la préoccupation croissante pour les impacts négatifs de la circulation sur la qualité de l'air sont autant d'arguments pour délaisser la voiture individuelle au profit d'autres modes de transports. Encore faut-il que l'offre de transports

collectifs présente une alternative compatible avec les multiples contraintes de notre vie quotidienne... Les collectivités s'impliquent et prennent de plus en plus le relais de l'État. 20 % des dépenses annuelles de la région PACA sont affectées aux transports : 300 millions d'euros dont les deux-tiers pour financer les TER. Mais de nombreux dysfonctionnements sont pointés par les usagers de Carnoux, liés en grande partie au manque de coordination entre les nombreuses structures qui interviennent dans ce domaine. Il manque un syndicat régional des transports qui permettrait, comme dans les autres grandes agglomérations françaises, de coordonner l'action des différents opérateurs en offrant des interconnexions judicieuses et des systèmes tarifaires unifiés. Il manque surtout, comme l'ont mis en évidence les échanges à l'occasion de cette conférence, des espaces de concertation pour permettre aux usagers de se faire entendre, afin que l'offre de transports publics se rapproche des besoins réels de la population.

Marc VINCENT



Etes-vous satisfaits du résultat des dernières municipales ?  
**Laurent Mauneau** : oui, je suis satisfait, on passe d'un seul élu à deux. Les voix de la gauche progressent à Carnoux même si nous espérons plus d'élus pour peser davantage.

**Guy Hélin** : je remarque surtout le faible score de M. Giorgi (52 %, à peine plus d'1 électeur sur 2), lui qui escomptait un résultat équivalent à celui de Sarkozy, c'est-à-dire plus de 70 % ! Dans un tel contexte, le résultat de la gauche est très encourageant.  
**Alors, après 3 conseils municipaux, pouvez-vous nous livrer vos impressions ?**

**GH** : Tout d'abord, je note avec satisfaction un réel débat sur bon nombre de questions. Une confirmation après mon premier mandat : M. Giorgi accepte très difficilement les remarques.

**LM** : la démocratie semble s'inviter au conseil municipal même si il est difficile de trouver sa place. Les habitudes de travailler ensemble n'existent pas encore à Carnoux!



Certains vous reprochent de faire de la critique systématique et de toujours polémiquer...

**GH** : C'est faux, le rôle de l'opposition est d'apporter des critiques constructives mais aussi des suggestions. D'ailleurs, nous avons demandé la création de groupes de travail sur le traitement des déchets, les transports scolaires et l'utilisation des structures municipales.

**LM** : à ce jour, nous n'avons toujours pas de réponse à ce sujet. Quant à la critique, il est regrettable de ne pas pouvoir s'exprimer sans s'attirer les foudres de la majorité municipale. Être démocrate, c'est aussi accepter la contradiction. Nous ne sommes pas que de simples votants au sein du conseil municipal.

#### Retour sur l'actualité : démission de M. Di Rosa

Transféré aux renseignements généraux depuis 2003, Gilles Di Rosa, élu avec M. Giorgi, a été contraint de démissionner. Il est difficile de penser que l'inéligibilité de cet ancien adjoint n'était pas connue du maire et de ses colistiers. Coup de poker menteur ou incompétence ?

Retrouvez l'actualité de la vie municipale sur le site <http://carnoux-gcs.fr>

# Vous avez dit laïcité ?

**E**n des temps où les valeurs qui fondent notre République sont parfois discutées et écornées aux différents degrés de l'Etat, il nous paraît nécessaire de rappeler que la laïcité constitue une de ses composantes fondamentales.

Trois « piliers » sous-tendent le principe de Laïcité :

- > la neutralité de l'Etat,
- > la liberté de conscience
- > le pluralisme

La neutralité et l'égalité vont de pair. Ainsi, l'administration de l'Etat et en

Que dire aussi de la neutralité de l'affichage municipal qui omet d'indiquer la direction du collège intercommunal Les Gorguettes qui accueille pourtant majoritairement les enfants des trois communes de Carnoux-en-Provence, de Cassis et de Roquefort la Bédoule.

Enfin, si l'Etat ne reconnaît aucune religion, il ne doit en méconnaître aucune, et il reconnaît le fait religieux. Avec la loi de 1905, le principe est désormais celui de l'absence de distinction entre les anciens cultes reconnus et les autres.



particulier ses premiers représentants, se doivent-ils d'en affirmer toutes les garanties, y compris lors de manifestations solennelles où il est parfois de coutume, non républicaine, de poursuivre un hommage aux combattants par une cérémonie religieuse.

C'est alors le deuxième pilier qui est ébranlé par la remise en question de la liberté de conscience religieuse et philosophique de tous, même si l'invitation à un office religieux (ici catholique) ne revêt pas un caractère obligatoire.

Ce court rappel à visée éducative pour nos plus jeunes concitoyens peut être utilement médité par tous ceux qui souhaitent que notre commune s'inscrive sans failles dans le respect des principes républicains. C'est aussi garantir à chacun et à tous la sérénité à laquelle nous aspirons.

#### Maroiller

*Réf. Commission de réflexion sur l'application du principe de laïcité dans la république : rapport au Président de la République, La documentation française, décembre 2005.*

## Pourquoi adhérer ? Et bien, pour au moins une raison importante

**Plus nous sommes d'adhérents, plus nous avons de poids auprès de la mairie de Carnoux, auprès de nos partenaires politiques, aux côtés de nos amis membres d'autres associations citoyennes, pour défendre plus efficacement nos idées.**

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

Recopiez ou découpez le bulletin ci-contre, libellez un chèque de 15 euros à l'ordre du Cercle Progressiste Carnussien, puis expédiez-le à l'adresse ci-contre.  
13470 Carnoux en Pce

Les statuts de l'association vous seront adressés sur simple demande.

**Votre aide financière est essentielle pour éditer notre Lettre, notre Journal et organiser nos conférences et actions. Les dons sont possibles.**

Le Cercle Progressiste Carnussien  
30 avenue, Maréchal Foch  
13470 Carnoux en Pce

[www.carnouxprogres.com](http://www.carnouxprogres.com)  
mail : [carnouxprogres@ifrance.com](mailto:carnouxprogres@ifrance.com)